

**Hypothèses économiques de conception-construction avant risques**  
(K€ HT, euros avril 2013)

	MOP	CP	Ecart	Ecart %
<b>A - coûts de gestion du projet personne publique</b>				
Coûts d'indemnisation des candidats non retenus	90	150	60	67
Coûts d'assistance à la personne publique (APP)	60	120	60	100
Coûts de maîtrise d'ouvrage interne à la personne publique	100	75	25	25
<b>B - coûts des travaux</b>				
Clos couvert	3 620	3 439	181	5
Lots architecturaux	1 500	1 425	75	5
Lots techniques	4 400	4 180	220	5
VRD/Espaces verts	1 200	1 140	60	5
Equipement fitness	180	171	9	5
<b>C - honoraires de conception et de suivi</b>				
Honoraires de maîtrise d'œuvre	1 308	1 036	272	21
<b>D - frais divers</b>				
Assurance RC + TRC	164	155	9	5
CP - frais de conseil du partenaire	-	285	285	
CP - frais de maîtrise d'ouvrage du partenaire	-	57	57	
Risques et Aléas	855	797	58	7
<b>Total coûts d'investissement</b>	<b>13 912</b>	<b>13 423</b>	<b>489</b>	<b>4</b>

Concernant les coûts des travaux, qui constituent la partie principale des coûts d'investissement, l'analyse comparative des schémas MOP et CP est réalisée en appliquant un coefficient d'optimisation au schéma CP de 5 % par rapport au schéma MOP. Ce coefficient constitue l'estimation des gains attendus de la globalisation des missions de conception-réalisation en schéma CP. Ces gains sont précisés ainsi :

- Les groupements de candidats répondant à la consultation CP disposent d'un pouvoir de négociation leur permettant d'obtenir des prestations dans des conditions économiques plus favorables que celles des collectivités en MOP.
- Moindre coûts en CP du fait de la réduction des interfaces et de l'établissement très en amont lors de la conception d'une concertation entre le concepteur, le constructeur et la maintenance, permettant d'optimiser le choix des processus et matériaux.
- Dans le schéma CP, la procédure de dialogue compétitif laisse des marges de manœuvre aux groupements candidats pour proposer des optimisations techniques, une rationalisation des espaces et une réduction des espaces à bâtir, ainsi que des solutions techniques innovantes ou innovations technologiques, se traduisant par des coûts inférieurs à ceux de la MOP.
- La plus grande rapidité de la réalisation des travaux en CP qu'en MOP, en particulier en prenant en compte les risques, se traduit par des économies de coûts fixes.

Concernant les autres coûts, l'analyse comparative repose sur les hypothèses et analyses suivantes :

- L'indemnisation des candidats non retenus est de 30 K€ par candidat sur une base de 4 candidats (soit 3 candidats évincés), pour le schéma MOP. Dans le cas du CP, est prévu 50 K€ d'indemnisation à chacun des candidats évincés.

*fb*

- L'assistance externe à la personne publique doit être renforcée sur les aspects juridiques et financiers dans le schéma CP par rapport à la MOP pour laquelle l'assistance est essentiellement technique.
- Le coût de la personne publique en maîtrise d'ouvrage interne est plus limité en CP qu'en MOP car la maîtrise d'ouvrage est transférée au partenaire privé.

### Les coûts d'entretien-maintenance et de GER

Les coûts de GER sont estimés en pourcentages des travaux et investissements et les coûts de maintenance selon une base forfaitaire annuelle.

#### Hypothèses économiques d'entretien-maintenance (K€ HT, euros avril 2013)

	MOP	CP
GER des bâtiments	1,36% des Travaux	1,22% des Travaux
GER des équipements	1,50% de Investissement	1,35% de Investissement
Coûts de maintenance	30 Keuros/an	27 Keuros/an
Coûts de fonctionnement de la société de projet	-	10
Coûts de suivi de la personne publique	20	15

Concernant les coûts de GER et de maintenance, l'analyse comparative des schémas MOP et CP est réalisée en appliquant un coefficient d'optimisation au schéma CP de 10 % par rapport au schéma MOP. Ce coefficient constitue l'estimation des gains résultant de la globalisation des missions de conception-réalisation en schéma CP. Outre les indications notées pour le coût des travaux, les économies en CP procède en particulier du choix en amont des matériaux et du matériel technique qui facilitera l'entretien-maintenance. Des gains de productivité par rapport au schéma MOP sont attendus notamment par le moindre nombre d'interventions techniques et un plus faible renouvellement du matériel au cours de la durée du contrat.

Les coûts seront révisés annuellement, sur la base d'une inflation de 2 % par an pour la construction, les frais de fonctionnement, l'entretien-maintenance et le GER et de 3% par an pour l'énergie et les fluides.

#### Observations de la MAPPP

*L'estimation des coûts est peu détaillée et ne fournit que quelques indications globales, l'évaluation préalable se contente de signaler que le projet a fait l'objet d'une « étude » à cet égard. Davantage de précision aurait été utile quant aux bases techniques sous-jacentes à ces estimations. Ces dernières permettent néanmoins d'effectuer une analyse comparative globale entre les schémas MOP et CP. Les estimations de coûts elles-mêmes n'appellent pas de commentaires particuliers.*

*En termes de coûts, les gains attendus du CP relèvent essentiellement des effets de la globalisation des missions de conception-réalisation et des avantages résultants de la procédure de dialogue compétitif permettant davantage de créativité dans les propositions des groupements candidats.*

*La méthode retenue pour l'approche comparative MOP/CP reste sommaire. Le recours à des coefficients d'optimisation présente ici l'inconvénient d'être insuffisamment étayé. Si des indications sont fournies concernant les bases conceptuelles de ces gains, l'analyse ne s'appuie en revanche pas sur des données permettant de justifier la valeur des coefficients d'optimisation (5%) appliqués au CP. Si cette valeur peut être considérée comme globalement recevable, elle mériterait d'être établie sur des bases empiriques d'autant que*

*les conseils de la personne publique peuvent désormais accéder à des premiers retours d'expérience au titre des projets similaires réalisés en CP par d'autres collectivités locales ces dernières années.*

*La MAPPP rappelle que les gains d'optimisation en CP des coûts d'entretien et maintenance procède en outre d'une approche davantage préventive et proactive que curative en la matière.*

*Par ailleurs, on peut considérer que le niveau de 2% retenu pour l'indexation des coûts de construction est surestimé, sans que cela ait une incidence discriminante significative sur la comparaison.*

### **III-3-3 Subventions**

L'évaluation préalable retient pour hypothèse l'absence de subvention.

Des subventions sont toutefois jugées possibles et seraient alors intégrées dans les estimations sur des bases comparables dans les deux schémas (neutralité du mode de commande par rapport à l'éligibilité aux subventions).

### **III-3-4 Hypothèses relatives aux coûts de financement**

#### Schéma MOP

- Le besoin de financement hors taxe est assuré par un emprunt bancaire à un taux de 4,60%. Ce taux correspond au taux constaté en avril 2013 pour les dernières souscriptions de collectivités de la taille de la commune de Crest et est en conformité avec les dernières souscriptions de celle-ci (4,10% pour un prêt de 15 ans en décembre 2012).
- Un crédit TVA assurant le portage de la TVA payée pendant la construction.

#### Schéma CP

Le montage est celui usuel d'un contrat de partenariat avec les éléments suivants :

- Des fonds propres apportés à hauteur de 8% du besoin de financement, avec une rémunération de 10% (TRI après IS).
- Un financement bancaire senior à recours limité articulé en deux tranches :
  - o Tranche dette en risque projet pendant la construction puis refinancée à l'achèvement des travaux par cession de créances Dailly à hauteur de 80% des loyers financiers totaux.
  - o Tranche dette en risque projet tout au long de la durée du financement
- Un crédit TVA assurant le portage de la TVA payée pendant la construction.

#### Observations de la MAPPP

*Concernant le schéma CP, la MAPPP note que l'investissement étant d'environ 15 M€, il se situe à la limite basse, voire sous le seuil d'un montage en financement de « projet » et qu'il aurait pu être envisagé un financement de type « crédit-bail » ou « corporate » (directement sur le bilan de la société privée, potentiellement moins chers car requérant moins de fonds propres).*

### Synthèse des hypothèses de financement

	Taux global	Taux de base	Marge (en pdb)	Montant	Assiette	Comparaison taux global
<b>MOP</b>	4,6%*			16 694 K€	100%	<b>4,60%</b>
<b>CP</b>					100%	<b>4,62%</b>
Fonds propres	10%			1 284 K€	8,0%	0,80%
Dailly	4,1%	2,0%**	210	13 472 K€	84,0%	3,44%
Dette projet	4,7%	2,0%**	270	1 294 K€	8,0%	0,38%

\* Estimation du rapport d'évaluation préalable sur la base des taux constatés en avril 2013 pour les dernières souscriptions de collectivités de taille comparable à la commune de Crest et des dernières souscription de la Commune (4,10% pour un prêt 15 ans en décembre 2012).

\*\* CMS 9 ans au 07/10/2013

#### Observation de la MAPPP :

Les hypothèses retenues par le rapport constituent des ordres de grandeur recevables pour les différents schémas et scénarios. Le résultat de la modélisation financière des deux schémas est crédible.

L'écart de taux au bénéfice du CP entre l'endettement direct de la Commune en schéma MOP (4,60%) et le financement de la dette Dailly (4,10%) est inhabituel et pourrait résulter de conditions de marché temporaires. La MAPPP attire l'attention sur les risques associés à l'usage d'un référentiel de taux variable (CMS) et suggère à la Commune de privilégier l'utilisation de taux fixe.

Pour s'assurer de l'équilibre financier du projet, il conviendra de suivre avec attention l'évolution des conditions de marché concernant les coûts de financement.

### III-3-5 Aspects fiscaux des deux schémas.

#### Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La récupération de la TVA sur les dépenses d'investissement dépend du cadre dans lequel l'équipement sera exploité. Sont explorées l'hypothèse d'une régie et d'un affermage/DSP.

Si la Commune met en place une régie, la TVA sur les dépenses d'investissement peut être récupérée, soit par voie fiscale si l'activité exercée est soumise à la TVA, soit via le FCTVA (au taux spécifique propre au FCTVA de 15,482%) si l'activité exercée n'est pas soumise à la TVA. Dans le cas du centre nautique portée par la commune de Crest, se pose la question du régime de TVA applicable, considérant qu'il mêle des installations utiles à l'apprentissage de la natation réservées notamment aux associations sportives et aux scolaires et des installations plus ludiques et de confort pouvant faire concurrence à des clubs de gymnastiques ou hôtels de chaîne disposant d'une piscine. Par hypothèse, pour les deux schémas CP et MOP, l'évaluation préalable considère que l'activité serait gérée en régie et non assujettie à la TVA, donc bénéficiaire du FCTVA. Dans le cas du schéma MOP,

43

il est nécessaire de prévoir le financement de la TVA payée sur les investissements pendant une année, délai pour les versements du FCTVA. Dans le cas du schéma CP, la Commune est éligible au FCTVA sur la seule composante « investissement » de la rémunération versée au partenaire. Elle perdrait la TVA qu'elle paierait sur la composante « frais financiers » de la redevance. Au total, néanmoins, les effets sur la différence entre MOP et CP sont limités voire neutres.

Si la Commune met en place un dispositif d'affermage, le service doit être exploité aux risques et périls du délégataire. Dans ce cas, la TVA est soit directement récupérée par la Commune sur les redevances réclamées à l'exploitant au titre de la mise à disposition des ouvrages, soit fait l'objet d'un transfert du droit à déduction dans le cas de redevances de mises à disposition nulles ou symboliques. Alternativement, dans le cas d'un CP et d'un affermage en parallèle, le rapport d'évaluation préalable envisage une facturation directe par le titulaire du CP des loyers au fermier de façon à ce que le fermier récupère la totalité de la TVA sur ces loyers (à condition d'établir une convention tripartite) ou un transfert par la Commune au fermier de ses droits à déduction.

#### Autres taxes :

- Contribution économique territoriale (CET) : Les équipements et biens mobiliers ne sont pas taxés au regard de la Cotisation foncière des entreprises (CFE). La Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) présente un taux progressif de 0% à 1,5% en fonction du chiffre d'affaire.
- Fiscalité de la construction : les schémas CP et MOP sont exonérés de la Taxe locale d'équipement (TLE), de la Taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS), de la Taxe départementale des conseils d'architecture, urbanisme et environnement (TDCAUE), mais soumises à la Redevance d'Archéologie préventive (pour toute opération créant plus de 1000 m<sup>2</sup> de SHON).
- Taxe à la publication du contrat : exigible pour les schémas CP et MOP.
- Taxe foncière et taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : En MOP comme en CP, la taxe foncière (sur les propriétés bâties et non bâties) n'est pas exigible sur le domaine des collectivités dès lors qu'ils sont non productifs de revenus. Le centre nautique étant producteur de revenu, il est assujéti à la taxe foncière en CP et en MOP. Par hypothèse la TEOM n'est pas prise en compte dans les simulations.

#### Observation de la MAPPP :

*L'analyse des aspects fiscaux nécessitera des approfondissements, notamment en lien avec la clarification des modalités d'exploitation. Se pose en particulier la question de l'assujettissement des activités à la TVA qui devrait être examinée de façon plus détaillée et notamment sous l'angle d'une éventuelle distorsion de concurrence (cf. art. 256-B du CGI).*

*La MAPPP attire l'attention sur le fait que le taux du FCTVA pourrait le cas échéant être relevé dans le contexte de la modification du taux normal de TVA de 19,6% à 20% au 1<sup>er</sup> janvier 2013.*

*L'hypothèse évoquée dans le rapport d'un CP accompagné d'un affermage en parallèle pour l'exploitation, donnant lieu à une facturation directe des loyers de CP au fermier dans le cadre d'une convention tripartite, est complexe à mettre en œuvre et susceptible de fragilités juridiques et fiscales. La MAPPP n'y est pas favorable.*



*Il conviendrait d'explorer la question de la taxe foncière (TFPB) dans le cas où l'ouvrage est producteur de revenus.*

### III-3-6 Actualisation

Le taux d'actualisation retenu pour calculer les Valeurs Actuelles Nettes des coûts (VAN) en € 2013 est identique au taux de financement long terme dans le schéma MOP soit 4,60%. Ce taux d'actualisation correspond à l'estimation du taux d'emprunt budgétaire.

#### Observation de la MAPPP :

*Ce taux est conforme à la méthodologie préconisée par la MAPPP et aboutit en principe à neutraliser le choix effectué pour le financement long terme du schéma MOP.*

### III-4 Résultat en valeur actualisée nette des coûts (VAN) pour chacun des schémas, avec et sans prise en compte des risques et de l'avantage socio-économique.

VAN des flux (K€ HT euros courants)

	Avant risques		Après risques	
	MOP	CP	MOP	CP
<b>Avant avantage socio-économique</b>				
VAN des flux	16 006	16 387	16 728	16 584
Ecart en valeur		381		-144
Ecart en %		2,4%		-0,9%
<b>Avec avantage socio-économique</b>				
VAN des flux	16 006	15 969	16 728	16 012
Ecart en valeur		-37		-716
Ecart en %		-0,2%		-4,3%

Source : rapport d'évaluation préalable

Les coûts globaux nets actualisés sont en MOP de 16,006 millions € et en CP de 16,387 millions €, avant prise en compte des risques. En valeur actualisée, la comparaison des deux schémas montre un écart défavorable au CP de 2,4%.

Cet écart devient légèrement favorable au CP dès lors qu'est pris en compte l'avantage socioéconomique d'une livraison plus tôt de l'ouvrage (écart de 0,2% en faveur du CP), ou bien après prise en compte des risques (écart de 0,9% en faveur du CP). Au total, après risque et avantage socio-économique, la VAN des coûts en CP est de 4,3% inférieure à celle en MOP.

#### Prise en compte des risques.

L'analyse des risques porte sur une comparaison des schémas MOP et CP pour une soixantaine de risques identifiés selon les quatre catégories suivantes :

- Risques relatifs au financement : conditions d'obtention du financement, taux d'intérêt, refinancement, recettes annexes.
- Risques de conception : erreurs dans le programme fonctionnel, dans la conception, modification des besoins, modifications du fait de contraintes extérieures, évolution législative et réglementaire, erreur de validation.

- Risques de construction : infructuosité, risque juridique de passation des contrats, non obtention des autorisations dans les délais, recours, mauvaises interface, imprévus dans l'existant, mise en conformité avec le programme fonctionnel, évolution législative et réglementaire, retard de mise à disposition des sites par la Commune, retards (lancement, réalisation, levée des réserves), sécurité et sûreté du chantier, faillite, insolvabilité, défaillance d'entreprise, grève, modification par la Commune des caractéristiques des prestations, difficulté de mise en service, vices cachés, non-exécution des modifications décidées, estimations incorrectes des coûts de construction, modification de la fiscalité.
- Risques d'entretien et maintenance : performance insuffisante, modification par la Commune des performances attendues, mauvaises estimation des coûts, des consommations énergétiques, des revenus annexes, du GER, de la valeur résiduelle, non-exécution du programme d'entretien et de renouvellement, sinistre, destruction des équipements, dommage du fait de l'exploitant/préposés/sous-traitants, évolution des besoins, évolution/veille technologique, non-exécution des modifications, dysfonctionnement/défaillance du fait de l'opérateur, évolution législative et réglementaire, remise à niveau en fin de contrat, conséquences d'une mise en régie, vandalisme.

La répartition des risques entre le public et le privé est précisée à titre d'hypothèse pour chacun des risques en schéma MOP et en schéma CP. Par hypothèse, il est prévu qu'en CP une partie significative des risques est transférée du public au privé, par rapport au schéma MOP. Ainsi, dans ce dernier schéma la Commune supporte une majeure partie des risques.

Pour une partie de cet éventail de risques, les coûts induits sont simulés sur la base d'estimations de probabilités d'occurrence et de distributions de sévérité des risques, selon des paramètres propres à chaque risque considéré. Les quantifications relatives à ces 11 types de risques sont réalisées en comparant les schémas MOP et CP prenant en compte les hypothèses de transferts de risque. La valorisation des paramètres de risques est effectuée à dire d'expert, outre les indications d'analyse des spécificités des schémas.

Le rapport utilise une méthode simple, mais acceptable au regard de la taille et des enjeux du projet pour quantifier les risques supportés par la personne publique dans chacun des deux schémas. Pour chaque risque sont distingués quatre cas de dérives des coûts assortis de probabilités d'occurrence correspondant permettant d'identifier la valeur d'impact.

Les résultats sont synthétisés dans le tableau suivant :

Surcoûts résultant des risques (en K€)	MOP	CP
Risques de conception (3 risques)	756,6	610,9
Risques de construction (4 risques)	631,1	164,0
Risques d'exploitation-maintenance (4 risques)	7,8	2,3
<b>Retards résultants des risques (en mois)</b>		
Risques de conception et construction (7 risques)	8,8 mois	5,7 mois

Source : rapport d'évaluation préalable

Les surcoûts résultant des risques permettent d'estimer les coûts après risques et les délais résultant des risques conduisent à l'estimation de l'avantage socio-économique. Au total la prise en compte du risque confère un avantage limité au CP par rapport au schéma MOP : écart de VAN passant de 2,4% à l'avantage de la MOP à 0,9% à l'avantage du CP (cf. tableau supra).

*h*

### **Prise en compte de l'avantage socio-économique.**

L'avantage socio-économique résultant d'une mise en service plus rapide de l'ouvrage en CP est estimé en posant par hypothèse que l'ouvrage construit génère pour la personne publique une utilité socio-économique au moins égale à son coût (soit une valorisation à hauteur de la VAN des coûts en MOP, soit 331 K€ HT courants par trimestre).

Hors risque, le calendrier prévisionnel prévoit une mise en service 4 mois plus tôt en CP qu'en MOP, soit un avantage socio-économique de 418 K€ HT. La prise en compte des risques se traduit par un avantage socio-économique supplémentaire de 3 mois (8,8 mois de délais en MOP et seulement 5,7 mois de délais en CP), soit un avantage socio-économique total en faveur du CP de 572 K€ HT.

Au total la prise en compte de l'avantage socio-économique confère un avantage au CP par rapport au schéma MOP (cf. tableau supra) :

- écart de VAN avant risques passant de 2,4% à l'avantage de la MOP à 0,2% à l'avantage du CP.
- écart de VAN après risques passant de 0,9% à l'avantage du CP à 4,3% à l'avantage du CP.

#### Observation de la MAPPP :

*Concernant les risques, la méthodologie mise en œuvre par le rapport est classique et consiste en l'élaboration d'une matrice des risques détaillée. Le champ des risques couvert est pertinent et l'approche de quantification et d'analyse des distributions de probabilité est explicitée sur la base d'éléments d'analyse et d'avis d'experts. Elle est suffisante pour un projet de cette taille.*

*Concernant l'avantage socio-économique, la méthodologie retenue est conforme à celle développée par la MAPPP.*

*Au total, les résultats font apparaître un écart modeste en faveur du schéma CP dès lors que les risques et/ou l'effet de l'avantage socio-économique sont pris en compte.*

### **III-5 Prise en compte du développement durable.**

Le CP présente l'avantage de permettre de lier en partie la rémunération du partenaire à la réalisation de performances telles que celles relatives au développement durable. Cette perspective passe toutefois par la nécessité de définir des objectifs à réaliser et les pénalités correspondantes, ainsi que de prévoir le contrôle du respect de ces objectifs avec un suivi de la part de la personne publique.

#### Observation de la MAPPP :

*Au plan qualitatif, le CP peut être considéré comme mieux à même de répondre notamment aux préoccupations de développement durable dans la mesure où il permet de contractualiser des indicateurs de performance économique, sociale et environnementale à respecter par le partenaire privé dans la durée.*

### **III-6 Analyse de sensibilité.**

Les tests de sensibilité réalisés dans l'évaluation préalable permettent d'apprécier la robustesse et la pertinence des résultats au regard des principales hypothèses retenues. Plusieurs types de surcoûts potentiels sont estimés dans le cas du schéma CP et pour chacun est identifié l'impact sur la VAN (avec prise en compte des risques et de l'avantage socio-



économique). Les tests de basculement visent à identifier le seuil des surcoûts au-delà duquel le coût global en VAN du projet en CP égale celui du projet en MOP.

Surcoûts du montant des travaux : + 550 K€ HT

Surcoûts des charges GER/maintenance : + 45 K€ HT

Surcoût de financement (dette long terme) : + 65 points de base

Surcoût de rémunération attendue des fonds propres : + 580 points de base

Pour chacun de ces paramètres, pris individuellement, il faut un surcoût assez notable pour que s'annule l'avantage du schéma CP par rapport au schéma MOP (en VAN après risque et après avantage socio-économique).

**Observation de la MAPPP :**

*La méthode générale utilisée pour l'analyse de sensibilité est conforme à l'approche de la MAPPP. Pour ce qui concerne chacune des variables étudiées, l'avantage du schéma CP n'est pas particulièrement sensible à un éventuel surcoût.*

**Le niveau correspondant du loyer anticipé en schéma CP pour la 1ère année pleine d'exploitation s'établit à 1 483 €TTC.**

#### **IV – SYNTHÈSE DE L'AVIS**

La pertinence juridique du recours au contrat de partenariat est établie au titre de la complexité. L'analyse de l'efficacité économique suggère un certain avantage du schéma CP par rapport au schéma MOP, constituant un facteur supplémentaire favorable au recours au CP.

L'analyse comparative a été menée globalement de façon satisfaisante, le schéma « maîtrise d'ouvrage publique » constituant une alternative de référence appropriée pour la réalisation du projet. Toutefois, l'estimation des coûts gagnerait à être plus détaillée et l'utilisation de coefficients d'optimisation dans l'analyse comparative MOP/CP mieux étayée par le retour d'expérience.

Il peut être regretté que, mis à part des considérations juridiques relatives aux modalités envisageables d'exploitation de l'ouvrage, l'évaluation préalable ne formule pas d'estimation concernant les recettes d'exploitation, pas plus que pour les recettes annexes pouvant être liées aux services associés au projet. De telles estimations seraient de nature à modifier de façon sensible l'équilibre financier général du projet, au-delà du champ spécifique visé par le CP. A cet égard, la MAPPP souligne l'importance d'établir par avance une estimation quantitative prévisionnelle (*business plan*) de ces recettes sur la durée du contrat. Dans cette perspective, il conviendra d'apporter toute l'attention nécessaire aux effets fiscaux potentiels des modalités d'exploitation retenues.

La Mission d'appui prend note des hypothèses de taux retenues, qui se traduisent par un coût inférieur en Dailly au coût de l'endettement direct de la Commune, et conseille de vérifier les taux de référence et de veiller au niveau des marges bancaires avant la conclusion du contrat de partenariat.

La Mission d'appui recommande de préciser la question de l'assujettissement du projet à la TVA.

Sous ces réserves, la Mission d'appui aux Partenariats Public-Privé émet un avis favorable au choix du contrat de partenariat pour la réalisation du projet de centre nautique porté par la commune de Crest.

Il appartiendra à la commune de Crest de vérifier tout au long de la procédure d'attribution et avant la signature du contrat que les avantages attendus d'un tel choix ont bien été confirmés par le déroulement de la consultation.

Le Directeur de la Mission d'appui

François Bergère

